

Journées d'études Histoire & Science politique :

L'Europe et ses opposants. Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012).

31 mai & 1er juin 2012 - Paris

EXPOSE

TITRE : « Combat souverainiste et militantisme royaliste en France : un espace de recréation de trajectoires et réseaux militants d'Action française ? »

Humberto Cucchetti

CONICET Argentine

TEXTE

Je vais commencer mon exposé par le récit d'un événement politique récent qui, bien qu'occupant une place marginale dans la vie politique française contemporaine, en comporte pas moins des traits significatifs au regard de l'histoire du souverainisme français. Lors du dernier congrès de la Nouvelle Action Royaliste (NAR), qui eu lieu les 17 et 18 mars 2012, l'organisation lance, au milieu d'un discours politique plus ample, l'appel suivant : « pour le premier tour de l'élection présidentielle, la Nouvelle Action royaliste appelle à voter pour Nicolas Dupont-Aignan, proche de ses positions sur les questions institutionnelles et européennes »¹. En effet, la NAR, qui a parfois été qualifiée de l'extérieur de « royalisme de gauche » et par ses propres cadres et adhérents comme un « monarchisme rallié aux principes républicains »², fait partie d'un vaste ensemble d'adhésions, d'alliances, mais aussi de divergences avec les acteurs connus sous le nom de « souverainistes ».

De notre point de vue, si l'on veut comprendre, du moins en partie, ce que fut le souverainisme, il faut rendre compte de l'éclatement organisationnel (c'est-à-dire les

crises, les dissidences, les départs) qui a marqué l'Action Française (AF) de l'Après Guerre et qui s'est notamment traduit par diverses formes d'interaction avec le monde politique. Depuis les années 1990, le « souverainisme » a intégré ces échanges, notamment sur la base de lutte contre la construction européenne, une cause commune et conjointement construite par les souverainistes et les monarchistes. L'objectif de cet exposé consiste à analyser cette affinité, la portée du compromis nationaliste de l'AF, de même que ses limites.

Mon intervention est organisée de la façon suivante. Dans un premier temps, j'analyse le rôle joué par l'opposition à la construction européenne au sein de l'AF de l'après-guerre à partir de l'analyse d'une trajectoire organisationnelle particulière. Dans un deuxième temps, je cherche à pénétrer d'une part certaines dimensions intellectuelles du souverainisme grâce à l'analyse de publications et, d'autre part, les interactions concrètes d'ordre politique entre acteurs souverainistes et royalistes. Cette deuxième partie représente le cœur de l'exposé. Finalement, on offrira une interprétation globale qui permette de réfléchir aux attirances qui ont autorisé de telles interactions.

I.

L'analyse du royalisme en tant que culture et trajectoire qui s'oppose à l'Europe nous permet de comprendre sur le long terme où une partie du souverainisme va trouver ancrage. Sans que l'on puisse trop s'étendre, il est intéressant d'observer que, depuis la post-guerre, diverses trajectoires de l'AF ont construit un répertoire spécifique de représentations opposées aux différents traités supranationaux. Sauf rares exceptions, elles se sont opposées à chacun d'entre eux. Tout comme le gaullisme et le communisme au tout début de la Guerre Froide³, les disciples de Maurras ont fait de la coopération européenne la cible d'interminables attaques.

La participation d'une partie de l'organisation maurassienne à la Révolution nationale⁴ puis en faveur de l'Algérie française⁵ est bien connue. La Libération d'une part, puis l'indépendance algérienne ont porté un sérieux discrédit à l'AF⁶. Dès les premiers pas

réalisés dans le sens d'une coopération supranationale européenne, l'AF s'était opposée à cette idée⁷. Si plusieurs décennies plus tard, ses successeurs invoqueront, notamment, la mondialisation, dans les années 1950 l'AF défendait ses positions nationalistes en invoquant la crainte de désintégration de la souveraineté nationale ainsi que les risques qu'impliquait le réarmement de l'Allemagne, grande ennemie de l'organisation monarchiste⁸.

Afin d'analyser le rôle de l'anti-européisme dans les rangs royalistes, je choisis de présenter un cas particulier qui fut justement interprété comme la grande entreprise de modernisation de l'AF : la création de la Nouvelle Action Française (NAF)⁹. Conséquence d'une profonde crise organisationnelle, la NAF voit le jour en 1971, dénonçant une organisation-mère sclérosée. Les motivations qui ont conduit à cette rupture sont moins claires que ne le laissent entendre les justifications biographiques *ex post*. A posteriori, on ne peut que constater qu'elle a signifié une rupture avec les traditions d'extrême droite et la filiation maurassienne¹⁰. Dès ses débuts, qualifiés de « mao-rrassistes » ou « mao-maurrassistes »¹¹ par la presse massive et les organisations adverses, l'idée selon laquelle il s'agissait d'un maurrassisme ou d'un royalisme de gauche s'est consolidée.

Une telle lecture idéologique doit être nuancée. La naissance de la NAF se situe à la croisée de deux éléments : une crise organisationnelle liée à la remise en question de l'appareil centralisé de l'AF, et un élément générationnel (au sein de la NAF étaient surreprésentés les effectifs juvéniles, provenant de la région parisienne). Les fondements de la scission s'inscrivaient dans une logique contestataire désireuse de retrouver la période anti-systémique de l'AF¹² (période fortement mystifiée). Par cette contestation réactionnaire, les militants de la NAF, plutôt que rejeter l'œuvre de Maurras (comme le fit effectivement une partie de la future NAR), se voulaient les défenseurs d'un maurrassisme intégral¹³ et « de barricade », selon eux trahi par les anciens dirigeants de l'AF¹⁴.

Par rapport l'évolution de cette organisation, son leader Bertrand Renouvin se présente comme candidat aux élections présidentielles de 1974. Il obtient très peu de voix mais s'offre une certaine visibilité publique. En 1978, la NAF devient la Nouvelle Action

Royaliste (NAR), et prend ses distances avec son passé maurassien. En 1981, la désormais NAR appelle à voter pour François Mitterrand. Trois ans plus tard, en 1984, Mitterrand nomme Bertrand Renouvin « personne qualifiée » au Conseil Economique et Social. A partir de là, quelques timides tentatives d'implantation royaliste au sein du mitterrandisme ont été faites.

On peut observer le chemin emprunté par cette organisation et qui la conduit d'un monarchisme antirépublicain vers un monarchisme de type constitutionnel et démocratique. Pourtant, sur le long terme et au-delà de certaines nuances, la construction européenne fait l'objet de très vives critiques. En témoignent quelques-unes des premières pages du journal de la Nouvelle Action Française dès ses débuts dans les années 1970 : « Le dollar et l'Europe en échec »¹⁵, « Référendum = escroquerie »¹⁶, « Danger Europe ! »¹⁷, « Le sommet européen, neuf rats pour un fromage »¹⁸, « L'Europe piégée »¹⁹, « Le piège européen »²⁰, « Contre l' « européo-atlantisme », le défi français »²¹, « L'Europe larguée.. ? »²². La critique la plus forte est certainement celle qui établissait un parallèle entre la construction européenne et le nazisme (représentation qui n'a rien de surprenant dans l'histoire de l'AF) – le titre était : « Europe, le 4^e Reich »²³. L'opposition entre la France et l'Europe reposait sur le caractère artificiel des institutions communautaires au regard d'une nation française millénaire, issue de l'œuvre capétienne. Le neo-monarchisme « NAFiste » se montrait en ce point l'héritier de la culture de l'AF (adaptée à ses acteurs et à la conjoncture particulière). Comme pour cette dernière, d'ailleurs, le « danger allemand » demeurait bien présent.

Bien que, au nom de cette culture, la NAR se faisait également l'héritière d'un militantisme ligueur²⁴ qui voyait dans le « coup de force » et dans l'activisme de rue deux instances nécessaires de la pratique politique, une nouvelle conception du politique voit le jour. Suite à la candidature de Renouvin en 1974, des relations politiques partidaires se sont tissées avec l'Union de la Gauche ainsi qu'avec certains espaces gaullistes²⁵ – par exemple, le dirigeant Michel Jobert de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP)²⁶. Derrière le slogan « plutôt la gauche que les giscardiens »²⁷, un des critères de ces alliances reposait sur des affinités anti-européistes. Ces dernières concernaient directement le projet, très

discuté à l'époque, d'élection d'un parlement européen. Contre « l'imposture européiste », il fallait, comme le préconisait Renouvin, former un front de patriotes qui parvienne à réunir des gaullistes, des communistes et des royalistes²⁸.

La trajectoire organisationnelle de la NAR témoigne, derrière l'hostilité partagée à l'égard de la construction européenne, de différents et de conflits internes²⁹. En effet, le ralliement de la NAR aux décisions de Mitterrand a supposé son adhésion au traité de Maastricht (1993). Pour les acteurs, il fallait appuyer les positions de Mitterrand sans tomber dans un « européisme libéral », prenant du coup de la distance avec d'autres figures également opposées à Maastricht (comme Philippe de Villiers ou Jean-Marie Le Pen).

Cette adhésion n'a pas signifié l'abandon de la critique au projet de Communauté Economique Européenne face à laquelle, dans le but de sauvegarder le principe de souveraineté, la NAR défendait l'idée d'une Confédération Européenne³⁰. Pour l'organisation, la souveraineté conservait une place centrale³¹, le passage à une monnaie unique était fortement critiqué³², l'effondrement de la zone euro souhaitée³³, et le libéralisme propre à la construction communautaire désapprouvé.

Si ces éléments, propres aux représentations de ce royalisme, ont marqué la constitution d'un souverainisme particulier, les relations avec les acteurs souverainistes n'ont pas été toujours faciles. Pour la NAR, par exemple, il n'existait pas de « pôle national-républicain » en tant que tel, admission qui aurait impliqué de reconnaître certaines figures qui avaient été exclues de cette organisation, comme la figure centrale de Paul-Marie Coûteaux, accusé de côtoyer avec des associations pétainistes³⁴.

II.

Nous reviendrons dans un moment sur la NAR et les élections de 2002, illustration emblématique de la coopération mais aussi des échecs entre royalistes et souverainistes. J'aborde la deuxième partie de cette présentation en reprenant ce que nous avons déjà entraperçu dans la première partie : soit que, dans les années 1970, l'opposition à

l'Europe n'est pas uniquement le fait d'une minorité agissante ou d'un univers groupusculaire d'extrême droite. La lutte contre l'Europe a soutenu des tentatives de construction politique du monarchisme de la NAF-NAR alliée à des acteurs gaullistes, ainsi qu'à des acteurs issus de la gauche. Elle a pu bénéficier notamment de certains ressorts institutionnels, à partir de la nomination de Renouvin au CES.

Mais l'histoire ne s'achève pas ici et ne se réduit pas à la NAR. Par rapport à l'Action Française, la question s'est posée de ses relations souvent difficiles avec le Front National. En effet, les préférences frontistes de l'AF ont été et demeurent impossibles à occulter. Cependant, sous le contrôle de Pierre Pujol (fils de Maurice Pujol, ancien fondateur de l'AF au début du XXème siècle), l'AF a cherché à éviter de se transformer en filiale du parti lepéniste. Même si cela n'a pas évité les fuites de militants royalistes vers le FN.

Concernant les trajectoires militantes, et c'est idée forte de cette exposition, on doit se placer *en dehors* de l'AF pour mieux observer les relations entre royalisme et souverainisme. Sur le plan de la sociabilité intellectuelle, on trouve diverses publications pour lesquelles la souveraineté politique de la France occupe une place cruciale. Parfois, les appartenances royalistes de ces publications apparaissent clairement. A d'autres, il s'agit de trajectoires qui, provenant de l'AF, ont intégré des projets intellectuels et des cadres associatifs du souverainisme.

Prenons l'exemple de la revue *Réaction*. Née dans les années 1990, *Réaction* s'inscrit dans un registre explicitement nationaliste et monarchiste. Hétérogène sur le plan générationnel, de caractère plutôt philosophique, on y voit défiler des figures intellectuelles attachées à la pensée maurassienne³⁵. Son premier numéro présente une réflexion sur le nationalisme, et mène une critique à l'encontre de ceux qui se montrent 'insensibles à la réalité nationale'³⁶. Concernant les principes royalistes de la revue et l'origine de ses membres, l'on y retrouve le principe de la restauration de la société organiquement organisée. Sur le plan des principes théorico-philosophiques, ce projet s'appuyait sur une conception du national fortement antirépublicaine³⁷. Encore en gestation, le souverainisme n'y n'aurait pas été chaleureusement accueilli. Pourtant,

même si par la suite on retrouve une partie de ses membres (stables ou occasionnels) parmi les files souverainistes, les principaux axes de réflexion confluaient vers l'opposition à la construction européenne. « Avant même Maëstricht, de 1959 à 1992, l'Europe de Bruxelles a un bilan. Il est celui d'un désastre généralisé et pourtant totalement insoupçonné », soutenait Jean-Claude Martinez³⁸, figure partidaira du Front National. L'Europe bruxelloise impliquait que la France perde son âme face à l'avancée de « l'Europe technocratique et supranationale »³⁹.

Une dizaine d'années après le lancement de la revue *Réaction* est apparue la revue *Les Epées* (entre 2001 et 2009). Couvrant un ample spectre de thématiques intellectuelles, la réflexion politique demeure présente au sein de la revue⁴⁰, notamment stimulée dans ses débuts par des acteurs issus des jeunesses de l'AF, comme David Foubert, directeur de la revue.

Je vais m'arrêter à deux numéros de la revue publiés au cours de l'année 2005 et portant sur le référendum qui eu lieu cette année-là sur la constitution européenne. Le dossier central du premier numéro porte la réflexion sur le « non » à la constitution. Les arguments, loin de s'appuyer sur un militantisme activiste lié à la prise du pouvoir, relevaient les difficultés institutionnelles et juridiques que pouvait impliquer l'existence d'un cadre constitutionnel supranational. De même, le rejet de l'intégration de la Turquie à la communauté européenne s'y trouve justifiée – l'idée d'un « islamisme qui gangrène l'Europe et la France » ne passe pas inaperçue⁴¹. *Les Epées* présentait l'envers de la constitution européenne, caractérisée par des critères juridiques ultralibéraux choisis en fonction de la liberté économique internationale mais évacuant du débat la question sociale⁴².

A la fin de l'année 2005, paraît un nouveau numéro consacré à la « défense de la frontière », correspondant finalement à l'idée d'Etat souverain. Sans communauté politique nationale, la défense du peuple devient impossible, de même que la protection du pauvre face à l'avancée du « pouvoir de l'argent et de la force ». Parmi les auteurs des articles de ce numéro, on trouve par exemple Michel Michel, figure royaliste des années

1970, Aymeric Chauprade, spécialiste en géopolitique, ou encore Paul-Marie Coûteaux, qui se livre dans ces pages à un « éloge philosophique » des frontières⁴³.

La référence à cet homme politique, présenté par *Les Epées* comme l'« inépuisable directeur de l'*Indépendance* »⁴⁴ (du nom d'une publication souverainiste qu'il dirigeait), me permet d'aborder un espace associatif et intellectuel clef dans la compréhension du souverainisme français : la revue *Immédiatement*. Fondée en 1996, on y voit défiler des plumes d'origines politiques et intellectuelles diverses. Dirigée par Luc Richard, lui-même issu de milieux royalistes proches du légitimisme, *Immédiatement* fut portée par des intellectuels formés à l'Action Française comme Sébastien Lapaque et Sébastien Tilloy, en plus des contributions de Nicolas Portier, Jérôme Besnard et Olivier François, ayant tous un passé militant dans l'organisation maurassienne. S'inspirant de l'écrivain royaliste Dominique de Roux, on y trouve un long article de Pierre-André Taguieff⁴⁵, des contributions d'Elisabeth Lévy, et des entretiens avec des figures du souverainisme comme l'historien Max Gallo, le journaliste Philippe Cohen, l'écrivain et philosophe Régis Debray. Les diverses contributions de Paul-Marie Coûteaux témoignent du rôle qu'il a joué au sein de cet espace intellectuel⁴⁶.

On pourrait croire qu'au sein de la revue *Immédiatement*, les références royalistes se trouvent plus diluées – par rapport aux revues *Les Epées* et *Réaction*. Ce n'est que partiellement vrai. La faiblesse des liens organiques qui l'unissent à l'AF, ou le fait que la veine maurassienne ne soit explicitement revendiquée, abondent dans ce sens. Cependant, outre la composition des contributeurs, jeunes de formation monarchiste, les empreintes du royalisme jouent, dans la revue *Immédiatement*, un rôle singulier et significatif. Critiquant vivement une démocratie de marché, qu'elle souhaitait abolie⁴⁷, la revue prétend porter la colère « de royalistes mais aussi des anars, de gauchistes, de libertaires, de réactionnaires, de républicains antidémocrates, celle de tous ceux qui refusent le prêt-à-penser, le bonheur obligatoire et le puritanisme des nouveaux bien-pensants »⁴⁸. Ils revendiquent par la participation des royalistes à la Résistance⁴⁹, et désirent incarner d'une part une publication faisant face, à travers la littérature, à la « médiocrité » et à la « démocratie »⁵⁰ et, d'autre part, une publication politique dont l'inclinaison

bernanosienne⁵¹ et anarchiste de droite⁵² entrant en collision avec un éventail de valeurs établies. La revendication de Bernanos accompagnait celle d'auteurs tels que George Orwell et Guy Debord, parmi d'autres.

À partir de ce neo-non-conformisme, les acteurs de cette revue construisent des justifications à une alternative politique conçue comme un gramscisme national-républicain⁵³. Ils soutenaient en outre qu'« en Europe, les dirigeants n'ont rien d'autre à proposer à leurs peuples que d'engloutir leur variété dans la réalité unique d'un Reich monétariste »⁵⁴. Sur le plan associatif, la création en 1998 de l'Association pour la Fondation March Bloch, bouillon de culture du souverainisme, a constitué une passerelle entre les trajectoires de gauche, les trajectoires républicaines de diverses affinités formations et les royalistes. Cette association fut amplement soutenue et parrainée par Philippe Cohen et Elisabeth Lévy. Pour reprendre les termes employés par un adhérent à la revue dans une étude présentée sous forme d'un mémoire de maîtrise : « *Immédiatement* et l'AFMB marcheront côte à côte jusqu'à l'élection présidentielle de 2002 »⁵⁵.

J'ai évoqué, dans la première partie de mon intervention, l'importance de Paul-Marie Coûteaux. Son rôle au sein de la revue *Immédiatement* – rôle d'ailleurs sévèrement jugé aussi bien par l'auteur du mémoire cité que par les anciens membres de la revue interviewés – ne fait que confirmer cette hypothèse. Si l'on regarde maintenant du point de vue strictement partidaire, il n'y a pas de figure politique souverainiste (ou proche des thèses souverainistes) de poids qui n'ait bénéficié du soutien de Coûteaux: Charles Pasqua, Philippe de Saint-Robert, Philippe de Villiers, Philippe Séguin, Jean-Pierre Chevènement, et finalement Marine Le Pen. En même temps, les alliances politiques par lui construites se sont achevées de façon assez désastreuse. C'est pour cela que le journal *Le Monde* parle de lui en termes de « parcours complexe »⁵⁶. S'auto-définissant comme gaulliste, après un bref passage dans les rangs de Lutte Ouvrière⁵⁷, Coûteaux a suivi une carrière politique pouvant être classée aussi bien sous la catégorie de *consiglieri*, rôle intellectuel au sein des espaces de pouvoir (il a rédigé des discours et infléchi les lignes idéologiques de différents dirigeants politiques), que sous celle de dirigeant politique – par

exemple en tant que député européen. De même, les ruptures et les prises de distance avec ses relations politiques peuvent témoigner à la fois de ses ambitions personnelles et d'une certaine instabilité partidiaire de son ancrage souverainiste. Par exemple, lors du second tour des élections présidentielles de 2002, il est écarté du Pôle républicain de Chevènement parce qu'il ne suit la décision de ce rassemblement de faire barrage à Le Pen et condamne par là l'appel au vote pour Chirac⁵⁸. En 2009, après avoir été élu député à Strasbourg pour le Mouvement pour la France, il rompt avec son leader, Philippe de Villiers, à cause des relations de ce dernier avec un important chef d'entreprise irlandais favorable à l'OTAN et à la monnaie unique⁵⁹. Finalement, sans que l'on sache ce que cela va donner, il annonce la possibilité de quitter la campagne de Marine Le Pen et de fonder un espace propre, le SIEL (Souveraineté, Indépendance et Libertés), afin d'éviter d'intégrer le FN⁶⁰. En avril 2012, ces deux formations signent une convention permettant aux candidats du SIEL de se présenter aux élections législatives de juin 2012 avec l'appui du FN.

Il est, par ailleurs, intéressant d'observer comment cet acteur politique tisse ses relations non seulement avec diverses instances du pouvoir politique institutionnel national et européen mais aussi avec un monde associatif ample, qui comprend un militantisme politique non partidiaire lié à des trajectoires de l'Action Française. Les relations entre ce personnage et les divers espaces du militantisme royaliste ont impliqué sa coopération à divers événements et activités politiques organisés par les souverainistes. Coûteaux a également participé à des activités de l'Action Française comme, par exemple, le meeting à Jeanne d'Arc en mai 2009⁶¹.

Que signifient, pour les royalistes, ces échanges avec le souverainisme ? Au-delà de l'exemple particulier de Coûteaux, on découvre une tension récurrente entre un programme politique finalement républicain et un objectif ultime de restauration de la monarchie. Un argument s'impose dans tous les entretiens réalisés auprès de militants royalistes : « je ne vote pas toujours Le Pen parce qu'il est finalement républicain »⁶². De même, l'ancien dirigeant frontiste peut offrir un entretien à l'*Action Française 2000*, publication de la ligne « officielle » du royalisme, tout en rejetant fortement toute

association à la cause monarchiste⁶³. En 2009, la section juvénile de cette organisation, qui promouvait la « sécession européenne » pour sortir du cadre communautaire, proposait de se désolidariser du programme souverainiste... justement à cause de son ancrage dans la tradition républicaine et le centralisme jacobin⁶⁴.

La “tentation” de rapprochement a toutefois persisté. Déjà la candidature de Chevènement avait attiré vers cet homme politique de gauche des membres de l’organisation de droite radicale/l’AF. Même Denis About, un cadre permanent de l’AF profondément inséré dans les milieux souverainistes⁶⁵, a participé à la campagne de l’ex-ministre de la défense en vue des élections présidentielles de 2009. Jaloux de la spécificité de l’organisation maurassienne, Pierre Pujo a rappelé les limites que devaient conserver l’attrait chevènementiste, reconnaissant toutefois la valeur d’un discours capable de réunir tous les Français au-delà des partis politiques, en vue d’un compromis nationaliste⁶⁶. L’essor de la figure de Marine Le Pen dans la vie politique française pendant l’année 2011 avait à son tour, d’après *l’Action française 2000* sous la plume de Coûteaux, à nouveau stimulé l’idée d’une « union de tous les patriotes ». La présidente du FN se devait de réunir « tous les patriotes de droite et de gauche »⁶⁷

Les hésitations, les avancées et reculs observés autour du souverainisme ont également marqué les monarchistes de la NAR. Rendus possibles dans une grande mesure grâce à l’éventail des contacts et des relations avec des figures gaullistes⁶⁸ et socialistes proches du mitterrandisme, les liens entre la NAR et Jean-Pierre Chevènement se sont traduits par la participation active de Bertrand Renouvin et de nombreux autres cadres royalistes au sein du Pôle républicain. Si la NAR s’était montrée peu enthousiaste à l’idée de voir dans le courant souverainiste une entité cohérente⁶⁹, ses idées et ses relations, bien que dispersées, confluaient vers la revendication de la France comme Etat Nation, porteuse d’une tradition nationale ne pouvant être englobée par l’Europe. Et Chevènement incarnait cette posture du point de vue électoral.

Mais l’expérience chevènementiste a supposé, en particulier pour la NAR, de passer de l’illusion au désenchantement. En février 2002, la revue *Royaliste* faisait de sa *une* un

appel : « Avec Jean-Pierre Chevènement ». La déclaration du Comité directeur de la NAR exprimait clairement l'importance de ce moment-clé pour la vie de l'organisation : « Notre longue, notre trop longue attente, est terminée. Voici le temps de l'engagement dans la campagne électorale »⁷⁰. Chevènement représentait « l'homme qui s'élève au-dessus du classique affrontement entre la droite et la gauche pour mener une politique de salut public ». Dans la convocation adressée par Chevènement « aux patriotes français de toutes les familles politiques », Renouvin intégrait le bureau du Pôle républicain, Régine Judicis le Comité d'orientation stratégique, et la masse des militants les comités locaux de soutien.

Poursuivant le travail de militance et de propagande pour celui qui allait réaliser les « révolutions légales nécessaires »⁷¹, la défaite du candidat aux élections présidentielles n'a pas entamé la décision des Royalistes de poursuivre leur travail au sein du Pôle républicain en vue des élections législatives de cette même année. Au second tour des présidentielles, Renouvin a soutenu la décision amplement partagée par le monde politique de faire barrage à Jean-Marie Le Pen⁷². Mais les accords passés entre Chevènement et le PS en vue des élections législatives ont finalement supposé le départ des membres de la NAR du Pôle républicain⁷³.

III.

J'aimerais achever cette exposition par une analyse globale qui reprenne les différents éléments empiriques présentés.

Comment peut-on rendre compte de la relation entre royalisme et souverainisme? Du point de vue des principes politiques défendus par les uns et les autres, comment aborder les interactions entre une famille politique qui pose l'institution monarchique comme solution politique, et un courant politico-intellectuel centré sur la culture républicaine française? Comment saisir l'intégration du royalisme d'Action française (fragmenté, traversé de scissions et de crises, dont la place au sein de la vie politique française est pour le moins exigüe) au sein d'un univers sociopolitique non dépourvu malgré tout (malgré

ses propres divergences et conflits) de certaines bases institutionnelles et partidaires en termes politiques ?

Au sujet du principe de souveraineté française et le rejet, sinon de l'Europe en tant que continent, du moins de la manière dont s'est opérée la construction supranationale, on peut imaginer que se soit formée entre (certains) royalistes et (certains) souverainistes une certaine « affinité élective ». Sans entrer dans les débats sur le statut théorico-méthodologique de cette catégorie wébérienne⁷⁴, il nous faut mieux cerner la portée de cette affinité.

Dans le titre choisi pour cette intervention, je me demande si le souverainisme a constitué (et constitue) un espace de recreation du royalisme français. Nous avons vu que cette recreation a été traversée de conflits et de rendez-vous ratés. Mais il est plus important de souligner que ni l'idée *d'entrisme* ni celle de *courroie de transmission* s'avèrent pertinentes à l'heure d'analyser la participation royaliste au sein de ces espaces politiques. Si les échanges avec des figures souverainistes ne peuvent être envisagés comme résultant d'une volonté stratégique claire, le royalisme n'a pas non plus fonctionné comme une cellule associative qu'un parti ou qu'une figure souverainiste serait parvenu à subordonner, le transformant ainsi en *bras large* du souverainisme. Mais on ne peut davantage parler, à partir des éléments empiriques disponibles, de reconversion militante du royalisme vers le souverainisme : l'appartenance royaliste n'a pas disparu ni faibli du fait de devenir *compagnon de route* des souverainistes.

Il faut surtout souligner l'importance des trajectoires d'AF au sein du souverainisme. Issu de diverses familles de la politique française, le souverainisme a compté sur le soutien d'individus et d'organisations d'origine maurassienne. Ces individus et appareils organisationnels ont été fonctionnels en tant que réseaux partidaires, et surtout intellectuels, *de substitution*. Ils apportaient des cadres intellectuels et des espaces militants concrets qui ont, dans une grande mesure, rendu possible la circulation politico-intellectuelle d'une partie du souverainisme, celle-là même qui se trouvait plus dépourvue d'articulations partidaires, de dispositifs politiques stables, et plus ouverte à accueillir le

soutien des intellectuels et des réseaux d'adhésion réunis autour d'une opposition à l'Europe communautaire.

Coûteaux soutenait volontiers qu'il faisait lui-même: «une lecture capétienne de l'histoire de France, ce qui [me] vaut des sympathies chez les monarchistes »⁷⁵. Cependant, outre le rôle des représentations et des jeux de la mémoire, nous avons vu du point de vue sociologico-historique⁷⁶ que d'autres dimensions intégraient la *fâbrique* souverainiste⁷⁷.

NOTAS AL FINAL

¹ « Déclaration politique générale », 31^e Congrès de la Nouvelle Action royaliste, *Royaliste*, numéro 1010, du 2 au 15 avril 2012.

² Bertrand Renouvin, *Le royalisme, histoire et actualité*, Paris, Economica, 1997.

³ Voir : René Rémond, *Notre siècle*, Paris, Fayard, 1988, p. 473.

⁴ Voir : Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008.

⁵ Voir : Olivier Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Tempus, 2011 (2005).

⁶ Voir : Raoul Girardet, « L'héritage de l'Action Française », *Revue française de science politique*, 1957, Volume 7, Numéro 4.

⁷ Les premières tentatives de mise en place d'institutions supranationales consistèrent, au cours de la IV^e République, dans la création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en 1948, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1952, ainsi que dans le projet de création d'une Communauté européenne de Défense (CED), refusé par l'Assemblée nationale en 1954.

⁸ Voir, par exemple, en *Aspects de la France* : Philippe Buren, « L'Europe de Pleven et de Schuman. Une idée « française », une réalité allemande », 28 novembre 1952 ; « L'inaction européenne », 28 mai 1954 ; « Vers la CED avec la bénédiction du camarade Malenkov ? », 13 août 1954 ; « Le double jeu continue », « La charte d'une démission de la France », « Sur les traces de Schuman », 20 août 1954 ; Yves Lemaigen, « Urgente nécessité du nationalisme », 17 juin 1955.

⁹ Voir : Patrick Louis, *Histoires des royalistes, de la libération à nos jours*, Paris, Jacques Grancher, 1994; Humberto Cucchetti, « L'Action française en la actualidad : ¿un nacionalismo en extinción? Trayectorias, representaciones, sociabilidades », in Fortunato Malliaci- Humberto Cucchetti (compiladores), *Nacionalistas y nacionalismos en el siglo XX: Debates y escenarios entre América Latina y Europa*, Buenos Aires, Gorla, 2011; François Backman, *La conception de la citoyenneté de la Nouvelle Action française puis Nouvelle Action royaliste. Naissance d'un mouvement, gestion et évacuation des paradigmes maurrassiens (1971- 1991)*, Diplôme d'études approfondies de Sociologie Politique, Université de Paris 1, septembre 1991.

¹⁰ Bertrand Renouvin, « Maurras, le fondateur », *Mil neuf cent*, 1993, Volume 11, Numéro 1.

¹¹ « Les dissidents de la Restauration nationale veulent préparer un « mai royaliste », *Le Monde*, 28 avril 1971 ; « Un aspect inattendu », *Minute*, du 14 au 20 avril 1974 ; « Crise à l'Action française », *Rivarol*, 22 avril 1971 ; « Toujours l'Action française », *Rivarol*, 13 mai 1971.

¹² Eugen Weber, *L'Action Française*, Paris, Fayard, 1985 (1962).

¹³ Voir : Gérard Leclerc, *Un autre Maurras*, Paris, IPN, 1974.

¹⁴ « Les royalistes « gauchistes » veulent crier et non se taire », *Le Monde*, 30 avril 1971.

¹⁵ *Nouvelle Action française*, numéro 17, 25-8-1971.

¹⁶ *Nouvelle Action française*, numéro 47, 22-3-1972.

¹⁷ *Nouvelle Action française*, numéro 49, 5-4-1972.

¹⁸ *Nouvelle Action française*, numéro 78, 25-10-1972.

¹⁹ *Nouvelle Action française*, numéro 115, 11-7-1973.

²⁰ *Nouvelle Action française*, numéro 132, 7-10-1973.

²¹ *Nouvelle Action française*, numéro 142, 16-1-1974.

- ²² *Nouvelle Action française*, numéro 143, 23-1-1974.
- ²³ *Nouvelle Action française*, numéro 224, du 21 avril au 4 mai 1976.
- ²⁴ En relation à l'importance des modalités ligueuses au sein de l'AF, voir : Olivier Dard, « La part de la ligue dans l'identité et le rayonnement de l'Action française », in Olivier Dard et Nathalie Sevilla, *Le phénomène ligueur sous la IIIe République*, Centre Régional Universitaire Lorrain d'Histoire, 2009.
- ²⁵ « Paris. Listes de la Nouvelle Action française dans dix secteurs », *Le Figaro*, 4 février 1977.
- ²⁶ « L'UJP et la NAF s'opposeront ensemble à l'élection du Parlement européen », *Le Monde*, 19 mai 1977.
- ²⁷ « M. Renouvin (Nouvelle Action française) Plutôt la gauche que les giscardiens », *Le Monde*, 18 mars 1977.
- ²⁸ Bertrand Renouvin, « Pour un Front patriotique », *Nouvelle Action française*, numéro 217, 8- 21 janvier 1976.
- ²⁹ Entretien avec Bertrand Renouvin, 16 mars 2009.
- ³⁰ « Quel avenir pour l'Europe ? », *Royaliste*, numéro 683, 24 mars 1997.
- ³¹ Voir la critique adressée à Jaques Julliard et Bertrand Badie : Bertrand La Richardais, « Pour la souveraineté », *Royaliste*, numéro 722, 8 février 1999.
- ³² Bertrand La Richardais, « La bataille de la souveraineté », *Royaliste*, numéro 707, 4 mai 1998.
- ³³ Sylvie Fernoy et Bertrand Renouvin, *Le krach de l'euro*, Paris, Editions du Rocher, 2001. Se trata de un argumento tiempo después consolidado a partir de la utilización de los trabajos del economista Jacques Sapir.
- ³⁴ Annette Delranck, « Les ambiguïtés des « nationaux républicains », *Royaliste*, numéro 709, 1 juin 1998.
- ³⁵ Nous pouvons citer, parmi d'autres membres, François Huguenin (director), Claude Rousseau, Claude Polin, François Seintein, Gustave Thibon, Michel Michel, Nicolas Portier, Stéphane Giocanti, Sébastien Lapaque, Guillaume de Tanouärn (abbé lefébvrisme).
- ³⁶ François Huguenin, « Dossier : Nationalisme », *Réaction*, numéro 1, printemps 1991.
- ³⁷ Voir, par exemple, Nicolas Portier, « Immigration : la France en question », *Réaction*, numéro 5, printemps 1992, p. 23- 26 ; François Huguenin, « Le défi communautaire », *Réaction*, numéro 5, printemps 1992.
- ³⁸ Jean-Claude Martinez, « L'Europe du désastre économique et financier. Bilan et perspectives », *Réaction*, numéro 7, automne 1992.
- ³⁹ Sébastien Lapaque, « La France face à son destin », *Réaction*, numéro 7, automne 1992.
- ⁴⁰ Voir deux dossier liés à des problématiques souverainistes : « Dossier Le peuple. Pourquoi les démocrates le haïssent ? », *Les Epées*, numéro 14, Décembre 2004 ; « L'Etat pour quoi faire ? L'Etat pour faire quoi ? », *Les Epées*, numéro 29, 1 février- 15 avril 2009.
- ⁴¹ Voir : Patrick Longuet, « La construction communautaire : un coup d'Etat permanent » ; Jean-Baptiste Barthélémy, « Le double effet du non » ; Frédéric Rouvillois, « Plaidoyer en forme de paradoxe » ; Elie Hatem, « La question chypriote : un obstacle européen à la Turquie », *Les Epées*, numéro 15, mars 2005.
- ⁴² Jean-Baptiste Barthélémy, « Les Sept mensonges », *Les Epées*, numéro 14, Décembre 2004, p. 4- 6.
- ⁴³ Michel Michel, « Le jardin à la française : essai sur le génie territorial de la France » ; « Les frontières protègent les peuples », Entretien avec Aymeric Chauprade ; Paul-Marie Coûteaux, « Eloge de la frontière », *Les Epées*, numéro 18, décembre 2005.
- ⁴⁴ *Les Epées*, numéro 15, mars 2005, p. 11.
- ⁴⁵ Pierre-André Taguieff, « La Religion du progrès : origines et avatars », (extrait de l'ouvrage *L'effacement de l'avenir*, du même auteur), *Immédiatement*, numéro 13, février 2000.
- ⁴⁶ Voir : Paul-Marie Coûteaux, « Eloge du colbertisme », *Immédiatement*, numéro 2, hiver 1996 ; « Jacques Bainville devant l'Allemagne », *Immédiatement*, numéro 6, décembre 1997 ; « Que le siècle commence », Entretien avec Paul-Marie Coûteaux, numéro 12, octobre 1999. Lire aussi l'article de Nicolas Vimar, « Patriotes de tous les pays... », qui présente un portrait glorifiant son intervention politico-intellectuelle ; *Immédiatement*, numéro 9- 10, hiver 1999
- ⁴⁷ « Editorial. Désobéissance aux lois ! », *Immédiatement*, numéro 3, avril 1997.
- ⁴⁸ « Nouveau titre, nouvelles ambitions », *Immédiatement*, numéro 1, automne 1996.
- ⁴⁹ Voir : *Immédiatement*, numéro 4, juillet 1997. A diferencia de la memoria pétainiste portata por las viejas familias d'AF.
- ⁵⁰ *Ibid.*
- ⁵¹ Voir *Immédiatement*, numéro 7, avril 1998 : « Georges Bernanos notre capitaine ».
- ⁵² Voir : François Richard, *Les anarchistes de droite*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

- ⁵³ « De la révolte à la pensée critique », Entretien avec Philippe Cohen, *Immédiatement*, numéro 11, mai 1999.
- ⁵⁴ « Nouveau titre, nouvelles ambitions », *article cité*.
- ⁵⁵ Nicolas Coulaud, *Le Sens du combat : une histoire de la revue littéraire et politique « Immédiatement »*, Mémoire de maîtrise, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, année universitaire 2009- 2010, p. 143.
- ⁵⁶ « Le parcours complexe de Paul-Marie Coûteaux », *Le Monde*, 26 juin 2004.
- ⁵⁷ Alain Beuve-Mery, Christiane Chombeau et Beatrice Gurrey, « Jean-Pierre Chevènement veut organiser un « pôle républicain », *Le Monde*, 31 août 2000.
- ⁵⁸ Christine Garin, « M. Chevènement se sépare de Paul-Marie Coûteaux », *Le Monde*, 26 avril 2002.
- ⁵⁹ Marion Van Renterghem, « L'Irlandais Declan Ganley divise les souverainistes français », *Le Monde*, 12 mars 2009.
- ⁶⁰ Abel Mestre, « Paul-Marie Coûteaux songe à quitter la campagne de Marine Le Pen », *Le Monde*, 8 janvier 2012.
- ⁶¹ Pour des raisons de temps, je n'aborderai pas ici ce meeting où s'est distingué non pas uniquement le discours de Coûteaux mais aussi les réactions qu'il déclençât de la part du public issu de l'AF.
- ⁶² Entretien avec Julien, 1 avril 2009.
- ⁶³ On peut citer de l'entretien réalisé avec Jean-Marie Le Pen autour de la définition qu'il donne de lui-même en tant que républicain : « Je ne pose même pas la question. Les institutions sont républicaines ; je fais de la politique dans la République », Entretien avec Jean-Marie Le Pen, *L'Action française 2000*, du 7 au 20 avril 2011.
- ⁶⁴ Voir : Pierre Carvin, « Par delà souverainisme et européisme », *Insurrection. Journal des lycéens et étudiants d'Action française*, hors série 2009.
- ⁶⁵ Romain Rosso, « Des royalistes chez Chevènement », *L'Express*, 22 novembre 2001.
- ⁶⁶ Christiane Chombeau, « Pour l'Action française, M. Chevènement « rassemble les Français sur la France », *Le Monde*, 12 décembre 2001
- ⁶⁷ François Marcilhac, « Pour l'union des patriotes », *L'Action française 2000*, du 7 au 20 avril 2011.
- ⁶⁸ Outre les figures que nous avons signalées, ajoutons celle de Florence Kuntz, élue en 1999 députée européenne pour le parti de Pasqua. Voir l'entretien publié dans le journal de la NAR: « L'Europe et ses nations », Entretien avec Florence Kuntz, *Royaliste*, numéro 774, 11 juin 2001.
- ⁶⁹ Maria Da Silva, « Le souverainisme en débat », *Royaliste*, numéro 785, 7 janvier 2002. Il s'agit d'une analyse critique du travail de Marc Joly, *Le souverainisme, pour comprendre l'impasse européenne*, Paris, F.X. de Guibert, 2001.
- ⁷⁰ « Avec Jean-Pierre Chevènement », *Royaliste*, numéro 788, 10 février.
- ⁷¹ « Au cœur de la bataille pour la nation, la loi et l'Etat », *Royaliste*, numéro 792 bis, avril 2002.
- ⁷² « Rejeter Jean-Marie Le Pen », *Royaliste*, numéro 793, 29 avril.
- ⁷³ « La Nouvelle Action royaliste et le Pôle républicain », Déclaration du Comité directeur, *Royaliste*, numéro 795, 27 mai 2002.
- ⁷⁴ On peut par exemple ici citer deux auteurs porteurs d'arguments qui s'opposent, d'un côté ceux défendus par Michel Löwy, *Rédemption et Utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale. Une étude d'affinité élective*, Paris, PUF, 1988, premier chapitre, et d'un autre Jean-Pierre Grossein, « Présentation », in Max Weber, *Sociologie des religions*, introduction de Jean-Claude Passeron, Paris, Gallimard, 1996, p. 58- 59. Voir aussi : Jean Séguy, « De Weber à Marx et retour », *Archives des Sciences Sociales des Religions*, numéro 65-2, 1988, p. 204- 205.
- ⁷⁵ « Jean-Pierre Chevènement veut organiser un « pôle républicain », *article cité*.
- ⁷⁶ Voir : Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte- Repères, 2007 (1997), p. 24- 25.
- ⁷⁷ Voir : Michel Offerlé et Henry Rousso, *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et sciences politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.